

<https://enseignants.se-unsa.org/Remunerations-ce-que-le-president-ne-comprend-toujours-pas>



# Rémunérations : ce que le président ne comprend (toujours) pas

- Concertation attractivité et rémunération -

Date de mise en ligne : jeudi 20 avril 2023

---

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

---



Les arbitrages de l'Élysée à l'issue de la concertation sur la revalorisation des personnels enseignants, CPE et PsyEN ont été rendus. Ils montrent que le président de la République n'a pas compris comment attirer vers l'Éducation nationale ni comment donner envie d'y rester.

Le président de la République aura réussi le tour de force, malgré une enveloppe conséquente de 935 millions d'euros (635 millions pour le socle\* soit 1,9 milliard en année pleine et 300 millions pour le pacte\*), de provoquer le mécontentement et la colère de la profession.

Le socle va apporter à tous une augmentation de la rémunération en revalorisant l'Isoc et l'Isae à un montant de 2 550€ bruts/an soit le doublement du montant actuel.

Certains personnels enseignants (enseignants référents pour les usages du numérique, enseignants référents des élèves en situation de handicap, conseillers pédagogiques, enseignants en milieu pénitentiaire, directeurs de Segpa), mais aussi les CPE et les PsyEN qui ne bénéficient pas de ces indemnités verront leur indemnité de fonction revalorisée d'autant.

La prime d'attractivité sera elle aussi revalorisée dans une moindre mesure que ce qui était prévu initialement.

Par ailleurs, d'autres mesures fluidifieront le déroulement de carrière (accès à la hors-classe et à la classe exceptionnelle).

[>> Lire l'article \*Rémunérations : un socle qui ne solde pas les comptes\*](#)

Le *travailler plus pour gagner plus* obsessionnel du président à travers son pacte provoque la colère des personnels qui ne se sentent pas reconnus et à auxquels on renvoie qu'ils n'en font jamais assez.

*In fine*, les arbitrages du pacte conduisent à accroître les inégalités de rémunération entre les femmes et les hommes, entre le 1er et le 2d degré, soit tout le contraire de ce qui était nécessaire et attendu.

[>> Lire l'article \*Un pacte à côté de la plaque\*](#)

L'avis du SE-Unsa

Les pertes de pouvoir d'achat dues à l'inflation ainsi que toutes celles accumulées depuis plusieurs années ne seront donc pas rattrapées.

En effet, depuis plusieurs années, l'exécutif a refusé de faire progresser la valeur du point d'indice et de préserver ainsi le pouvoir d'achat des fonctionnaires.

De plus, ces choix démontrent une fois encore l'incapacité du président de la République à comprendre les enjeux et les réels besoins de l'École et de ses personnels.

L'École a besoin que lui soient redonnés des moyens pour l'essentiel, c'est-à-dire sur les temps de classe. Elle a besoin que les conditions d'exercice s'améliorent partout sur le territoire, et en particulier là où les conditions d'exercice sont les plus difficiles.

## Rémunérations : ce que le président ne comprend (toujours) pas

---

À aucun moment l'exécutif ne semble s'interroger sur les raisons de la désaffection et des désillusions.

Parmi toutes les raisons, trois sont majeures :

- Le niveau de rémunération des enseignants reste inférieur, à diplôme équivalent, sur le marché du travail.
- Les conditions d'exercice se dégradent - y compris en raison des actions de l'employeur - avec de plus en plus d'injonctions et de moins en moins de moyens pour réussir leurs missions.
- Les mobilités empêchées, géographiques ou professionnelles, heurtent les projets de vie et découragent les personnels.

En lieu et place, le président a fait des annonces péremptoires et illusoire adressées aux parents d'élèves pour leur promettre qu'il n'y aurait plus de problème de remplacement à la rentrée et que le recours aux heures supplémentaires allait résoudre les difficultés et les défis majeurs auxquels l'École est confrontée.